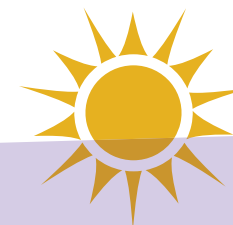


Comment lutter contre la précarité énergétique ?



1

C'est quoi le sujet ?

→ De plus en plus de Français (ils étaient 8 millions en 2012) se trouvent en situation de précarité énergétique. Difficultés à payer leurs factures, réduction contrainte de leurs dépenses... ils économisent pour se chauffer, se laver à l'eau chaude, se déplacer faute de pouvoir mettre du carburant dans un véhicule, voire n'en ont pas les moyens.

→ En termes législatifs, la précarité énergétique est définie par la loi relative à la mise en œuvre du droit au logement. Elle concerne les ménages qui dépensent 10 % et plus de leurs dépenses directes en énergie.

→ En termes simples : que faut-il faire pour combattre cet état de précarité qui touche les ménages qui ne peuvent ni se chauffer ni se laver à l'eau chaude ? Et ce d'autant que le prix de l'électricité pourrait augmenter de 50 % d'ici 2020, selon un rapport d'une commission d'enquête du Sénat, et que celui du fuel a beaucoup augmenté ces dernières années.

2

Que faire ?

Quelle est la situation aujourd'hui ?

→ La précarité énergétique touche de plus en plus nos concitoyens en période de crise. Les plus pauvres sont les premiers concernés. Au-delà du prix unitaire, malgré les accompagnements qui sont mis en place pour venir en aide, c'est la question des logements mal isolés, ces « passoires thermiques » comme on les nomme, qui sont en cause.

Et demain ?

→ Le Président de la République a fait de la rénovation thermique l'une de ses grandes priorités ; un million de logements par an devraient être rénovés. Pour combattre la hausse des prix, le chef de l'État s'est engagé à mener une réforme tarifaire pour la rendre plus juste sur le plan social et environnemental.

→ Des aides pourraient être consacrées à la prévention (diagnostics, isolation thermique). Il faut aussi s'interroger sur la hausse des montants des aides pour réhabiliter les logements.

→ Les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz ne devraient-ils pas davantage contribuer à réduire la facture, en faisant davantage jouer la solidarité des autres clients ? Qu'en est-il d'une généralisation de l'aide aux autres énergies : fuel et bois ?



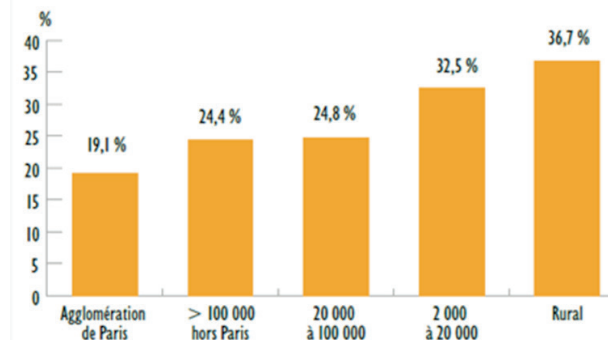
3

Ce qu'il faut avoir en tête

- 8 millions de personnes ont été en situation de précarité énergétique en 2012 en France métropolitaine (en dehors des territoires d'outre-mer).
- Sur les 3,5 millions de ménages qui ont déclaré avoir souffert du froid dans leur logement, les ménages les plus modestes sont les plus touchés. 621 000 personnes ont des difficultés à payer leurs factures pour un logement peu performant.
- Du fait de l'ancienneté du parc d'habitations, c'est dans les communes rurales et les bourgs de moins de 20 000 habitants où la proportion de ménages s'impose le plus de restrictions.



UN TIERS DES MÉNAGES HABITANT LES PETITES VILLES ET LA CAMPAGNE SE RESTREIGNENT RÉGULIÈREMENT SUR LE CHAUFFAGE ET LE CARBURANT



Source : Observatoire du consommateur d'énergie CREDOC-GDF SUEZ 2012

4

Quelques pistes de discussion

- Quelles sont les actions prioritaires que l'on peut mettre en place pour lutter contre la précarité ? En particulier pour les rénovations thermiques des logements ?
- Quels mécanismes ? Quelles aides financières ?
- Quand les ménages sont soumis sans en avoir le choix à des conditions contraintes (logements mal isolés, lieu de travail éloigné du domicile sans possibilité de transport collectif...), comment doit-on les accompagner ? Quels mécanismes peut-on mettre en œuvre ?
- Comment s'assurer que les hausses annoncées du coût de l'électricité ou du fuel ne défavoriseront pas encore plus ceux qui ont besoin de beaucoup d'énergie à cause de leurs mauvais équipements (chauffage, isolation...) ?

